

l'union nationale des forces populaires

(autocritique)



INTRODUCTION.

Le présent document analyse de manière succincte et d'un point de vue critique, l'expérience de l'Union Nationale des Forces Populaires.

Fondée en septembre 1959, l'U.N.F.P. allait vite devenir la colonne vertébrale du mouvement progressiste marocain et marquer de son empreinte la vie politique du pays.

Quatorze années durant, ses militants se battront dans des conditions difficiles pour organiser les masses et élever leur niveau de conscience politique. Mais leur action se heurtera à plusieurs obstacles et tout d'abord à la répression. Une répression brutale et systématique qui décime leurs rangs à plusieurs reprises : en 1963, 1965, 1969, 1973... Des milliers de militants et cadres de l'U.N.F.P. connaîtront la prison ou l'exil, s'ils ne sont pas tout simplement liquidés ou portés "disparus".

Après chaque vague de répression, le parti est parvenu à se relever pour reprendre le flambeau de la lutte. Ses militants deviennent plus aguerris et plus déterminés que jamais à combattre le pouvoir réactionnaire et néo-colonial.

Mais l'obstacle principal que rencontreront ces militants réside dans la nature de l'U.N.F.P. elle-même : un parti qui ne parviendra pas à résoudre ses contradictions internes et qui souffrira tout au long de son existence de l'empirisme érigé en doctrine politique. Cet état de fait n'était que la conséquence de l'existence de tendances conflictuelles au sein du parti, d'où l'absence d'une stratégie de lutte cohérente, le manque de clarté idéologique, le flou organisationnel, l'absence de démocratie interne etc...

Avec la disparition de Mehdi Ben Barka en octobre 1965, l'U.N.F.P. aura incontestablement perdu un atout majeur dans sa lutte contre le pouvoir réactionnaire. Ce dernier ne s'y est pas trompé en procédant à l'élimination physique de Mehdi. Le même calcul le poussera dix années plus tard à faire assassiner un autre dirigeant du parti : Omar Benjelloun...

Le rapport politique que Ben Barka avait rédigé à l'intention du 2^e congrès de l'U.N.F.P. en 1962 et qui sera escamoté d'un commun accord par les dirigeants réformistes du parti, prendra valeur de véritable testament politique dès sa publication en 1965.

Ce document riche en enseignements par son analyse scientifique rigoureuse, guidera l'action de l'ensemble des militants du parti qui le considéreront, en l'absence de tout autre projet sérieux et cohérent, comme l'unique référence politique et idéologique de l'U.N.F.P.

1975 : Pour beaucoup de militants, cette date est un tournant dans l'Histoire du parti. C'est l'année où se tient, à l'initiative des dirigeants réformistes, un "congrès extraordinaire" qui consacre officiellement le changement du nom du parti qui devient Union Socialiste des Forces Populaires (U.S.F.P.), et qui inaugure une nouvelle ère de collaboration étroite entre les éléments réformistes du parti et le pouvoir, sous couvert "d'unanimité nationale" et de "processus démocratique". Les thèses de ce congrès consacrent la rupture définitive avec l'U.N.F.P. et son orientation.

Mais les militants attachés aux acquis de l'UNFP et fidèles aux enseignements de Ben Barka ne baisseront pas les bras. Un mouvement de base opposé à la direction réformatrice commence à faire entendre sa voix. Ce mouvement qui s'élargit et se renforce au fil des mois, parvient à tenir tête aux éléments opportunistes, voire même à leur administrer des défaites cuisantes et à les isoler politiquement et organisationnellement et à proposer une alternative concrète à l'ensemble des militants.

Ceci est bien la preuve que la tradition révolutionnaire imprimée à notre parti par des hommes tels Mehdi Ben Barka et Omar Benjelloun, est toujours vivante et restera le moteur du changement dans notre pays.





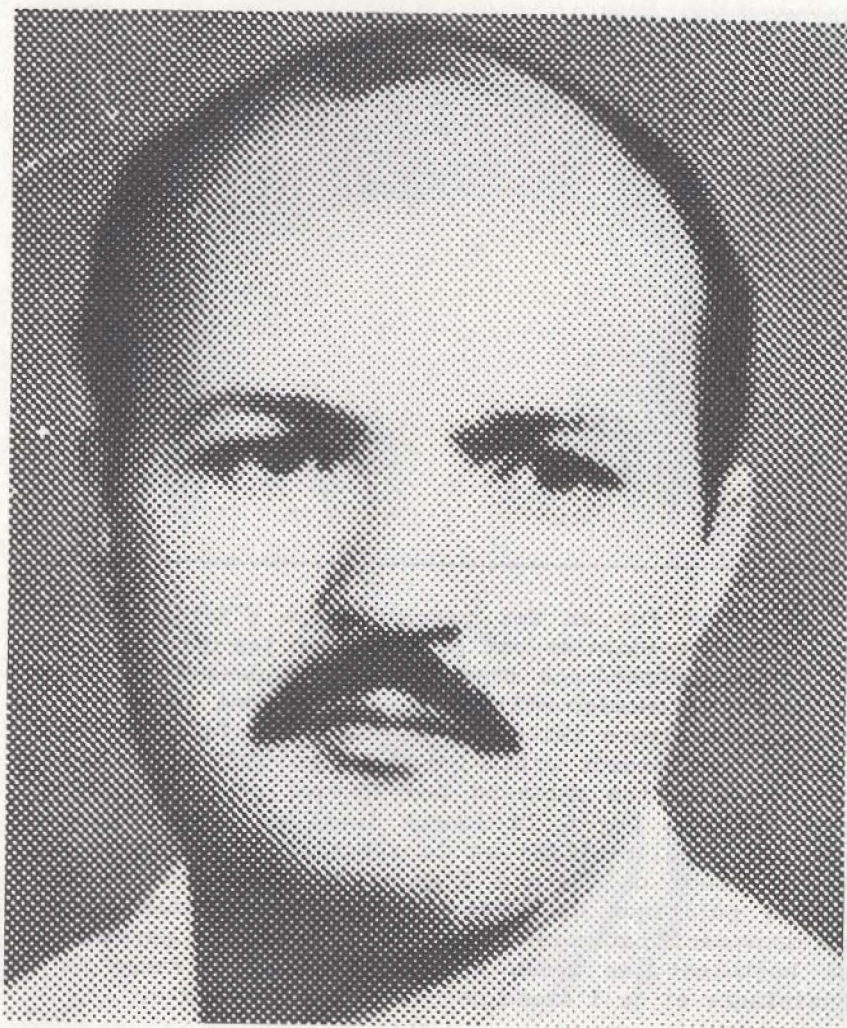
ABDALLAH BEN MOHAMED : CONDAMNÉ À MORT. EXÉCUTÉ
LE 1ER NOVEMBRE 1973.

LES ACCORDS D'AIX-LES-BAINS ET LES CONTRADICTIONS DU MOUVEMENT NATIONAL.

Le Maroc fut un des premiers pays d'Afrique où les puissances coloniales ont pu appliquer les nouvelles formules "d'indépendance dans l'interdépendance" et de coopération économique-militaire, qui avaient pour but de sauvegarder leurs intérêts impérialistes. Tel était l'objectif des accords d'Aix-les-Bains en 1955 et du retour d'exil du sultan Mohammed ben Youssef. Dans l'immédiat, cela mettait fin à la longue lutte du peuple marocain contre le colonialisme et le féodalisme. Mais cela mettait surtout un frein à l'approfondissement de la conscience politique des éléments les plus avancés au sein du mouvement national : les ouvriers et les paysans qui se battaient les armes à la main dans les rangs de la Résistance et de l'Armée de Libération Nationale.

Cette lutte avortée par le néo-colonialisme avant qu'elle ne devienne irréversible et ne remette en question ses intérêts et ceux de la féodalité, est passée par plusieurs phases :

- la naissance du mouvement national au sein des masses petites bourgeoises des villes, après l'échec de la révolution rifaine de Mohamed ben Abdelkrim El Khattabi et l'écrasement de la résistance paysanne armée ;



AÏT AMMI LAHCEN : CONDAMNÉ À MORT, EXÉCUTÉ
LE 1ER NOVEMBRE 1973.

- l'entrée des masses laborieuses, surtout des bidonvilles, dans ce mouvement après la deuxième guerre mondiale.

"Cette masse néo-citadine qui illustrait déjà dans les bidonvilles l'alliance entre ouvriers et paysans, ne nous semblait être qu'une masse de manoeuvre dans la lutte contre le pouvoir colonialiste. Le changement qualitatif des objectifs qui devaient en découler a été souvent mésestimé. En cela réside l'explication de beaucoup de développements ultérieurs. En fait, deux mouvements existaient côte à côte ; et dans la mesure où ces masses laborieuses étaient de plus en plus conscientes de leur idéologie particulière, la lutte nationale a reçu de ce renforcement décisif un coup de fouet." (Mehdi Ben Barka, Option révolutionnaire au Maroc).

- la liaison entre la lutte des ouvriers et des petits commerçants des villes et celle des larges masses paysannes s'est concrétisée par la création de l'Armée de Libération Nationale (A.L.N.) fermant ainsi la boucle et la force accumulée des deux pôles révolutionnaires devient irrésistible. Le mouvement de libération prend un contenu social et politique radical, qui ébranle les assises du système colonial et de son allié féodal ;

- l'approfondissement de la lutte et son éclaircissement idéologique amenèrent son insertion dans un cadre plus vaste, celui de l'unité de la lutte à l'échelle maghrébine, puis arabe et au-delà, dans un cadre anti-impérialiste à l'échelle internationale. Le développement de cette lutte a conduit par ailleurs à la création d'organisations et de structures d'encadrement de masse : parallèlement à l'action politique menée par le Parti de l'Istiqlal (parti de l'indépendance) - dont la direction reste pourtant traditionnellement légaliste - et à l'action armée menée par la Résistance et l'A.L.N., fut créée l'Union Marocaine du Travail (U.M.T.) qui deviendra vite le plus puissant syndicat d'Afrique.

Devant l'échec de la politique coloniale et les transformations quantitatives et qualitatives dans la lutte du peuple marocain qui commençaient à prendre des formes avancées, le colonialisme préféra précipiter les événements par les accords d'Aix-les-Bains et la passation



ASSEKOUR MOHAMED : TUÉ DANS L'ATLAS EN MARS 73.

des pouvoirs à la monarchie. Le problème de la souveraineté marocaine était escamoté au profit du "retour du sultan de son exil". Le colonialisme réussissait ainsi à sauvegarder ses intérêts en imposant une large représentation des forces féodales dans les "négociations pour l'indépendance". Le nouvel Etat ferait partie de la stratégie économique et militaire de l'ancienne métropole. Le colonialisme opère de la même manière en Tunisie. Il octroie à ce pays une indépendance formelle et concentre toutes ses forces contre la révolution algérienne naissante.

En acceptant ce compromis et en le présentant au peuple marocain comme une "capitulation du pouvoir colonial", la direction du mouvement national tombait à pieds joints dans le piège du colonialisme.

"Bien sûr, la signification machiavélique de cette politique n'est apparue clairement que lorsque s'est dessinée la nouvelle tendance politique envers l'Afrique noire, mais, déjà en cette fin de 1955, chez plusieurs militants, surtout parmi les dirigeants de la Résistance et de l'Armée de Libération, un sentiment d'amertume prenait jour, qui était en réalité l'intuition que la révolution venait d'être stoppée." (Mehdi Ben Barka, Option révolutionnaire au Maroc).

L'explication de cette erreur mortelle réside dans la nature même de la direction du mouvement national. Elle tendait continuellement vers les compromis et restait en deçà de la lutte radicale menée par les masses. En effet, si le mouvement national représenté par l'Is-tiqlal regroupait les couches les plus larges (ouvriers, paysans, artisans, commerçants et intellectuels), sa direction restait entre les mains des représentants de la bourgeoisie nationale et des couches supérieures de la petite bourgeoisie, qui avaient fondé le mouvement et étaient qualifiés matériellement et moralement pour diriger ce large front anti-colonial.

Suivant sa nature et ses intérêts, cette direction limitait la lutte dans des perspectives réformistes étroites en faisant du retour du sultan une fin en soi. Elle alimentait les masses de sentiments et se gardait bien de les mobiliser sur un programme clair en fonction

d'une stratégie globale.

Ainsi, le mouvement national allait s'affaiblir sans avoir l'occasion de renforcer ses organisations au sein des masses. Ces dernières assistent impuissantes au retour des féodaux et des grands bourgeois au lendemain de l'indépendance formelle. Forte de leur appui, ainsi que de celui des puissances coloniales française et espagnole, la monarchie se dote d'une armée puissante encadrée par les éléments qui ont prouvé leur loyauté vis-à-vis du colonialisme. Ce qui lui permet de manoeuvrer facilement pour liquider l'Armée de Libération Nationale, dont une partie est intégrée aux Forces Armées Royales (F.A.R.). Dans un premier temps, le Palais accorde une liberté de manoeuvre aux éléments de l'A.L.N. du Sud qui poursuivent la lutte au Sahara contre le colonialisme espagnol. Quelques années plus tard, ces éléments qui avaient réussi à libérer une grande partie de ce territoire, étaient liquidés après une opération conjointe du pouvoir et des armées française et espagnole (opération "Ecouvillon").

A mesure que le temps passait, l'euphorie des premières années de l'indépendance se dissipait pour laisser la place à l'affrontement inéluctable avec le Palais. De fait, ce dernier remettait en cause toutes les revendications populaires :

- libération des territoires sous domination coloniale : Tarfaya, Ifni, Sakia el Hamra, Oued Dahab au sud et Sebta, Melilla et les Iles Jaffarines au nord.
- solidarité militante avec la révolution algérienne.
- liquidation des bases militaires étrangères, notamment américaines.
- épuration de l'administration des éléments coloniaux et des anciens collaborateurs.
- élection d'une Assemblée constituante.
- application d'une réforme agraire et nationalisation des intérêts colonialistes : terres, banques etc...

L'impérialisme faisait un retour en force dans notre pays. En dehors de la présence militaire étrangère sur le sol national, l'amputation du pays de ses territoires au nord et au sud, le Maroc était livré à l'appétit du

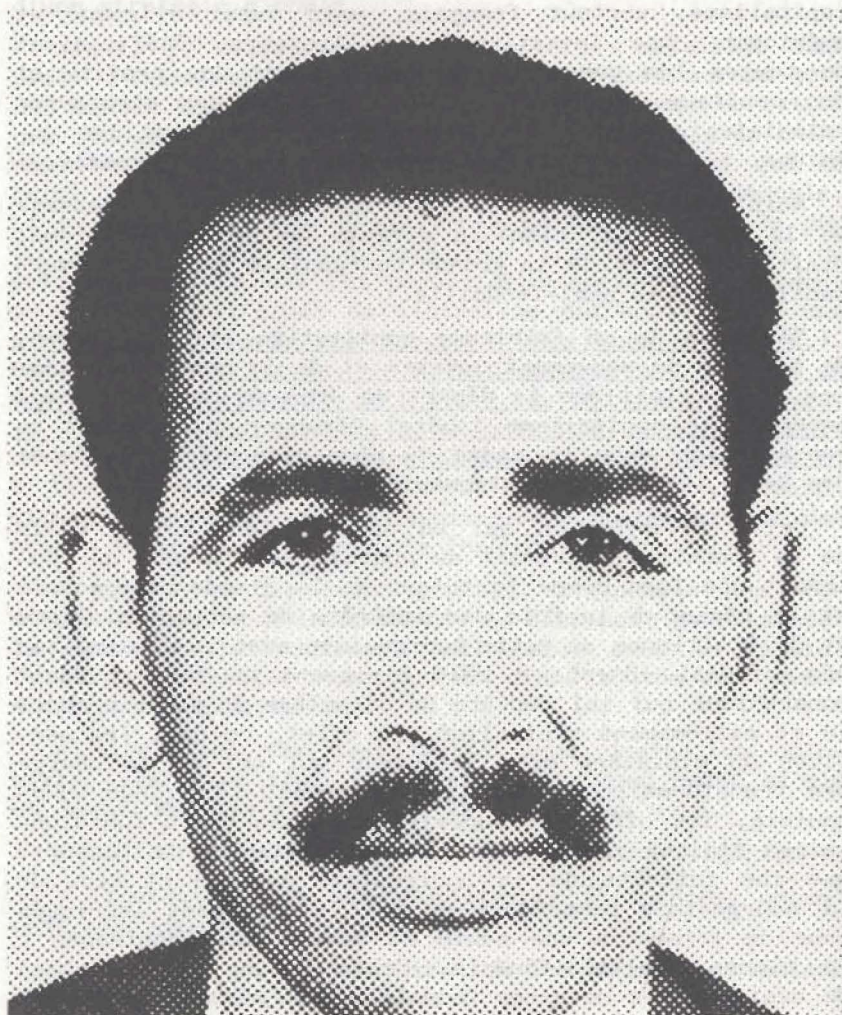
capitalisme, surtout français, mais aussi allemand et américain. Les investissements étrangers bénéficiaient de toutes les garanties de rapatriement des profits et des capitaux. L'appareil d'Etat héritait des structures coloniales qui allaient se renforcer dans tous les domaines : administration, armée, police, gendarmerie...

Mais le trait essentiel qui caractérisait le passage de la domination coloniale directe au néo-colonialisme, était l'alliance de la grande bourgeoisie agraire et mercantile avec la semi-féodalité.

"A cause de sa faiblesse quantitative et qualitative, de sa peur du mouvement ouvrier et de la montée des masses, elle était dès le départ en deçà de ce que pouvait accepter le capitalisme libéral étranger qui faisait sa reconversion dans le cadre du néo-colonialisme." (Mehdi Ben Barka, Option révolutionnaire au Maroc).

Cette reconversion qui en appelait une autre, celle de la féodalité, revenait au pouvoir monarchique qui apparaît dès lors comme le tuteur de la grande bourgeoisie et le gérant à la fois des intérêts du néo-colonialisme et de l'alliance de cette bourgeoisie avec le capitalisme néo-colonial. C'est ce rôle dirigeant du "nouvel Etat" monarchique qui lui confère un caractère de pouvoir absolu et extrêmement centralisé. En effet, ce sont les services du ministère de l'Intérieur qui ont eu la charge des transformations dans les campagnes. La grande bourgeoisie, les officiers supérieurs et les hauts fonctionnaires étaient associés à cette opération de telle sorte que les intérêts de la bourgeoisie agraire et ceux de la bourgeoisie compradore se sont étroitement imbriqués pour ne former qu'une seule et même classe dominante : la classe capitalo-féodale. Cette notion a l'avantage de désigner les origines féodales de la classe dirigeante qui garde alors tous les traits d'une idéologie également féodale, en contradiction flagrante avec les valeurs capitalistes et en opposition fondamentale avec la démocratie bourgeoise. Les influences libérales restant le plus souvent limitées et prisonnières de cette idéologie féodale totalitaire.





BAROU M'BAREK : CONDAMNÉ À MORT. EXÉCUTÉ LE
1ER NOVEMBRE 1973.

LA NAISSANCE DE L'U.N.F.P. ET LES LUTTES DES PREMIERES ANNEES DE L'INDEPENDANCE.

Les conditions de soumission du régime au néo-colonialisme sont assurées par le maintien des structures héritées du protectorat, par l'hégémonie des grands monopoles étrangers sur les principaux moyens de production, le crédit et le commerce et enfin par l'aide financière, technique et militaire étrangère.

Ces choix vont heurter l'idéologie toujours nationaliste du Parti de l'Istiqlal et menacer sérieusement les intérêts de la bourgeoisie nationale. Mais la direction de ce parti, fluctuant entre des positions anti-impérialistes et des compromis d'adaptation avec la situation existante, était dans l'incapacité d'encadrer et de mobiliser les masses laborieuses. Cette situation profitait au pouvoir en place, tant que les réformes de structures qui le menaceraient dans son existence, n'étaient pas mises en avant.

En définitive, la contradiction principale au sein du Parti de l'Istiqlal séparait deux pôles extrêmes : la bourgeoisie nationale d'une part et la classe ouvrière de l'autre. Autour de chaque pôle gravitaient des couches bien déterminées. Chacun de ces deux blocs présentait

lui-même des clivages internes qui n'éclateront au grand jour que plus tard.

La grande déception des masses populaires après l'avortement du processus de libération et la réalité qui se fait jour dès les premières années de l'indépendance, allaient être un révélateur et donneront naissance à un vaste courant au sein du Parti de l'Istiqlal. Ce courant dirigé par des responsables syndicaux, des chefs de la Résistance et des cadres intellectuels tel Mehdi Ben Barka allait réclamer la tenue d'un congrès démocratique. Dans toutes les régions se créent des Fédérations Autonomes du Parti de l'Istiqlal qui n'obéissent plus à la direction. Ce mouvement allait aboutir quelques mois plus tard en septembre 1959, à la création de l'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.).

Ce nouveau parti regroupait diverses composantes : les syndicalistes de l'U.M.T., le mouvement de la Résistance et de l'A.L.N., ainsi que les cadres intellectuels. L'objectif commun de ces diverses composantes était le parachèvement de la libération nationale et l'émancipation économique.

Au niveau organisationnel, l'U.N.F.P. reposait sur le système des assemblées générales et optait pour la "décentralisation" par réaction à la bureaucratie paternaliste que pratiquait la direction de l'Istiqlal.

On ne s'étonnera pas alors de voir l'U.N.F.P. dépourvue d'une idéologie claire, au moment de sa création. Cela provient de la rapidité avec laquelle s'est achevé l'affrontement avec la direction de l'Istiqlal. Ce qui n'a pas permis de faire mûrir une orientation politique, idéologique et organisationnelle. La seule annonce de la création de l'U.N.F.P. pour la poursuite de la lutte de libération a trouvé un écho profond auprès des masses populaires. Elles reconnaissaient dans ce mot-d'ordre l'expression de leurs aspirations profondes. D'où la symbiose immédiate du parti avec les masses. Cette symbiose allait en se développant à mesure que se développaient les campagnes du parti axées sur la dénonciation de la politique du pouvoir et son alliance avec le néo-colonialisme.

LA PARTICIPATION DE L'U.N.F.P. AU GOUVERNEMENT.

Alors que la lutte interne battait son plein au sein du Parti de l'Istiqlal, sa direction est appelée à former un gouvernement en mai 1958. Conduit par Balafrej, ce dernier ne put résister aux convulsions internes du parti et le 24 décembre de la même année, il démissionne. Abdallah Ibrahim, représentant de l'aile gauche du parti, est chargé de former un nouveau cabinet. Il met au point un vaste programme d'indépendance économique qu'il entreprend d'appliquer. Mais, ne disposant ni des moyens législatifs, ni du pouvoir politique réel, il se heurte au Palais qui le renvoie en mai 1960.

Ce revirement du Palais s'est accompli sous la véritable forme d'un coup d'Etat.

"En un certain sens, c'est une pression des masses qui a obligé le pouvoir fondé sur l'arbitraire et la coercition à enlever son masque et à apparaître tel qu'il était fondamentalement. Ce coup d'Etat en un certain sens a été positif car il a permis une clarification de la situation politique, en mettant face à face les forces du progrès et celles de la régression, les représentants de l'avenir et ceux du passé." (Mehdi Ben Barka, Option révolutionnaire au Maroc).

Mais la participation de l'U.N.F.P. au gouvernement aurait pu apporter des résultats plus positifs, si elle avait été inscrite clairement dans la ligne des campagnes d'explication et de politisation que menait le parti auprès des masses, ce qui aurait permis de défendre les acquis économiques et sociaux si limités étaient-ils. Or, les batailles que menaient les membres de l'U.N.F.P. au gouvernement contre les éléments réactionnaires restaient limitées aux appareils d'Etat et tout se passait en vase clos, sans que le peuple n'en sache rien. A cet égard, l'autocritique que fit Mehdi Ben Barka a été d'une grande conséquence et clarté révolutionnaires : "Certains cadres savent dans le détail comment, dès le début, le principe que défendu au sein du Parti de l'Istiqlal, le principe que



MEHDI BEN BARKA : ENLEVÉ LE 29 OCTOBRE 1965 À
PARIS, PUIS ASSASSINÉ PAR
LA POLICE MAROCAINE.

tous les instruments du pouvoir, en particulier les fonctionnaires d'autorité de l'Intérieur, l'armée, la police et la gendarmerie soient soumis au gouvernement, sans quoi aucun gouvernement ne peut réellement détenir le pouvoir exécutif qu'il était censé exercer. Or, chaque fois que nous posions le problème des "domaines réservés" ou que la question était inscrite à l'ordre du jour d'un conseil des ministres, nous subissions le lendemain une attaque en règle dans la presse française colonialiste et sous quel prétexte ? : "le trône est menacé".

(...) "Or, ces batailles renouvelées n'ont jamais été clairement expliquées à l'opinion. Nous ne disions pas au peuple que tous les moyens d'appliquer nos projets nous échappaient." (Mehdi Ben Barka, Option révolutionnaire au Maroc).

En vérité, le gouvernement servait d'alibi au pouvoir dans sa politique répressive : Mise en place d'un appareil policier lié directement au Palais ; avortement de la tentative populaire de libérer le Sahara et liquidation de l'Armée de Libération Nationale du Sud ; empêchement d'une solidarité effective du peuple marocain avec la révolution algérienne ; interdiction du Parti Communiste Marocain ; répression sauvage contre la population du Rif... Tout cela a été fait pendant que la gauche était au gouvernement...

"Le renvoi du gouvernement Ibrahim nous a finalement appris que tout accord avec les forces conservatrices doit être sur la base d'un programme précis et limité, faute de quoi, le mouvement national progressiste devient un otage et sa présence sert d'alibi à la réaction." (Mehdi Ben Barka, Option révolutionnaire au Maroc).

LE REPLI DE L'U.M.T.

Pendant la durée du gouvernement Ibrahim, la classe ouvrière imposa plusieurs de ses revendications. Cependant, les acquis dont bénéficie l'U.M.T. ne seront pas un élément catalyseur de prise de conscience des ouvriers

pour les conduire à combattre leur ennemi de classe. Ils vont au contraire avoir un effet néfaste en cachant la vraie nature du pouvoir aux yeux des masses.

En mars 1960, le Parti de l'Istiqlal parvient à mettre sur pied son organisation syndicale, soutenu de manière flagrante par le pouvoir. Certes, les effectifs de cette centrale dépassent à peine l'audience du Parti de l'Istiqlal, mais elle jouera un rôle néfaste au sein de la classe ouvrière en répercutant parmi eux les idées et les analyses réactionnaires de la bourgeoisie nationale. L'U.M.T. et l'ensemble du mouvement progressiste sont restés impuissants devant cette opération et la classe ouvrière s'en est trouvée affaiblie.

Après le renvoi du gouvernement Ibrahim et au moment même où la politique du pouvoir apparaît de plus en plus comme inféodée au néo-colonialisme et où l'U.N.F.P. s'oppose à cette politique et subit la répression, la direction de l'U.M.T. proclame que les travailleurs doivent lutter pour le "pain" et se tenir à l'écart des affaires politiques. Cet "apolitisme" proclamé a pour but d'écarter la classe ouvrière de la lutte politique, mais surtout de protéger l'appareil syndical de la répression et sauvegarder les intérêts de sa bureaucratie.

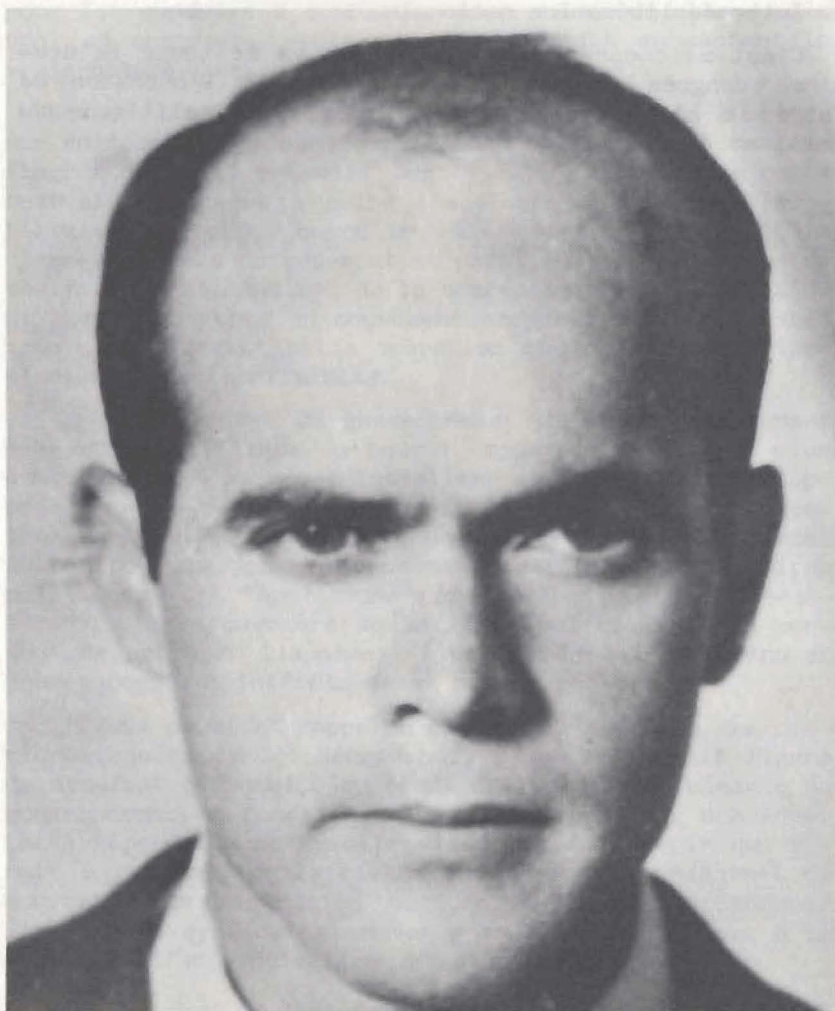
Il faut en effet rappeler que dans l'euphorie des premières années de l'indépendance, l'U.M.T. faisait figure de syndicat officiel, jouissant de l'aide bienfaisante du gouvernement et fonctionnant avec ses généreux subsides. Cette dépendance matérielle vis-à-vis du pouvoir qui visait à neutraliser la classe ouvrière en la séparant du mouvement de libération nationale, allait hypothéquer l'avenir du syndicat et devenir un obstacle sérieux à la promotion d'un syndicalisme révolutionnaire.

Mais l'échec de l'expérience gouvernementale, le repli de l'U.M.T. et la répression contre l'U.N.F.P. n'ont pas empêché cette dernière de continuer son travail politique au sein des masses et de les mobiliser autour de nombreuses revendications, en insistant surtout sur la nécessité de liquider les séquelles du colonialisme et l'élection d'une assemblée constituante. Des grèves et des manifestations importantes ont lieu pour l'évacuation des bases militaires et pour soutenir le peuple algérien dans

sa lutte de libération nationale.

C'est au coeur de ces luttes que va se tenir le deuxième congrès de l'U.N.F.P., qui était l'occasion de faire le bilan des premières expériences politiques du parti et de définir de nouvelles perspectives d'action.





MOHAMED BENNOUNA : TUÉ DANS L'ATLAS EN MARS 73.

L'APPARITION DES CONTRADICTIONS

INTERNES DE L'U.N.F.P.

Les rapports adoptés par le deuxième congrès (1962) constituent un progrès certain par rapport à la charte constitutive de l'U.N.F.P. Le rapport doctrinal met l'accent sur les principales leçons tirées de l'expérience de l'indépendance formelle. En rejetant l'option capitaliste "contraire aux intérêts des masses populaires", il souligne que "seule la socialisation des moyens de production permettra de se libérer de la dépendance et du sous-développement" et trace enfin les grandes lignes d'un programme national et progressiste. De son côté, le rapport politique met en évidence la contradiction entre les deux forces principales dans la société marocaine : le néo-colonialisme, le pouvoir absolu et une fraction de la bourgeoisie d'une part, et les masses populaires de l'autre.

Mais les points de faiblesse dans la définition de ces options apparaissent dans la confusion de la ligne idéologique qui se contente de lever le mot d'ordre de socialisme d'une manière générale et sans autre précision quant au contenu de ce socialisme, sinon que "le peuple est la source de tous les pouvoirs".

La question organisationnelle n'a pas été étudiée avec suffisamment de soin en fonction des options et du programme adoptés. Il faut rappeler également que le congrès a connu des contradictions assez marquées qui constituaient un début de conflit entre les diverses composantes de l'U.N.F.P. que nous avons signalées. En effet, la direction de l'U.M.T. qui a participé au congrès en tant que force organisée, a tenté d'imposer son orientation à travers le rapport doctrinal. Sous la pression des éléments réformistes du parti, le rapport d'orientation qu'avait rédigé Mehdi Ben Barka pour le congrès (publié sous le titre "Option révolutionnaire au Maroc" en 1965) est retiré. Et pour cause...

Ce rapport aborde d'une manière scientifique les contradictions sociales et la nature du pouvoir féodal-capitaliste. De plus il contient une appréciation critique des erreurs commises à travers l'expérience du parti et une définition des tâches immédiates et lointaines dans le cadre d'une ligne idéologique claire.

La direction du parti a choisi d'escamoter les divergences réelles par des compromis et des accords boiteux, sans la participation des congressistes. La contribution de Mehdi Ben Barka ne sera connue des militants et de l'opinion qu'après son assassinat.

De fait, les organes issus du congrès ainsi que l'orientation définie, résultent de compromis entre les diverses composantes et non l'expression démocratique des congressistes.

L'EXPERIENCE ELECTORALE.

Le référendum constitutionnel de 1962 était pour l'U.N.F.P. une occasion nouvelle pour mobiliser les masses populaires et dénoncer le régime de pouvoir absolu que la monarchie voulait institutionaliser à travers une constitution préfabriquée par des conseillers techniques français.

Pour l'U.N.F.P., le boycott était la seule réponse à cette constitution octroyée, cependant que la direction

de l'U.M.T. laissait la liberté de vote à ses adhérents. Quant au Parti de l'Istiqlal qui siégeait dans un gouvernement de coalition avec les éléments du pouvoir, il appelait à voter en faveur du projet. Malgré cela le boycott eut une audience certaine auprès des masses populaires grâce à la détermination des militants de l'UNFP.

L'opposition du parti au régime allait en se radicalisant et lors des élections législatives de mai 1963, il décide d'y participer pour faire du parlement une tribune pour dénoncer la politique du pouvoir et présenter l'alternative progressiste sur les plans économique, social et politique.

Malgré toutes les manœuvres du pouvoir pour fausser la représentation populaire, l'expérience électorale fut un échec pour la monarchie. L'utilisation du parlement comme champ de lutte a permis à l'U.N.F.P. d'élargir son audience au sein des masses et d'augmenter leur niveau de conscience. Toutefois, l'U.N.F.P. a éprouvé de grandes difficultés à organiser les masses et diriger leur lutte selon une stratégie claire. La raison de cette faiblesse réside dans sa composition interne avec les contradictions qui en découlent et dans sa situation organisationnelle floue.

En effet, "l'union" réalisée au cours du deuxième congrès avec la direction de l'U.M.T. a connu des hauts et des bas, surtout après le troisième congrès du syndicat en mai 1963 qui a clarifié définitivement sa ligne économiste. Déjà, deux ans auparavant, les dirigeants de l'U.M.T. avaient gelé des grèves importantes (la grève générale de Fes en 1961, celle des banques en 1962...) A la veille de la tenue du congrès, Omar Benjelloun, opposant de vieille date à la bureaucratie syndicale, est enlevé par le service d'ordre de l'U.M.T. et sérieusement molesté. Il finira par être assassiné en décembre 1975 en pleine rue à Casablanca, par des tueurs du pouvoir.

D'autre part, l'U.N.F.P. n'avait pas une structure d'organisation capable de faire face à toutes les épreuves, de telle sorte que lorsque le pouvoir, voyant grandir l'influence du parti, décida en juillet 1963 de lancer une vague de répression dans ses rangs, l'U.N.F.P. est incapable de réagir. Lors de l'insurrection populaire de



OMAR BENJELLOUN : ASSASSINÉ LE 19 DÉCEMBRE 1975
À CASABLANCA, PAR LE RÉGIME
MAROCAIN.

mars 1965 réprimée dans le sang, son absence politique et sa carence organisationnelle sont manifestes.

Les événements de mars 1965 étaient une éloquente condamnation populaire de la politique du pouvoir, mais aussi un signal d'alarme pour l'ensemble du mouvement progressiste marocain. C'est ce qu'a exprimé Mehdi Ben Barka en disant :

"Au lendemain de l'explosion de colère populaire de mars 1965, dans laquelle les pères ont rejoint leurs fils pour exprimer tous ensemble les mots d'ordre de notre part, au risque de leurs vies innocentes, nous sommes plus conscients que jamais des responsabilités historiques de l'U.N.F.P. Ces responsabilités exigent de nous une vision claire des perspectives proches et lointaines, une cohésion et une discipline à toute épreuve et surtout une particulière vigilance à l'égard des éléments opportunistes qui s'étaient glissés dans nos rangs et qui ont été démasqués depuis 1963." (Mehdi Ben Barka, Option révolutionnaire au Maroc).

Mais, affaiblie par la dure répression de 1963, paralysée par ses contradictions internes, l'U.N.F.P. est incapable de relever le défi du pouvoir au lendemain du soulèvement populaire de mars 1965. Certains de ses dirigeants se rapprochent du Palais et entament avec lui des négociations qui aboutissent à la libération des membres du parti condamnés en 1964. Cela au moment même où 14 militants de l'U.N.F.P. sont exécutés après avoir été condamnés à mort par des tribunaux militaires.

Ce rapprochement n'empêche nullement le pouvoir - en position de force et décidé de réduire toute opposition de manière définitive - d'entreprendre les préparatifs pour l'assassinat de Mehdi Ben Barka.

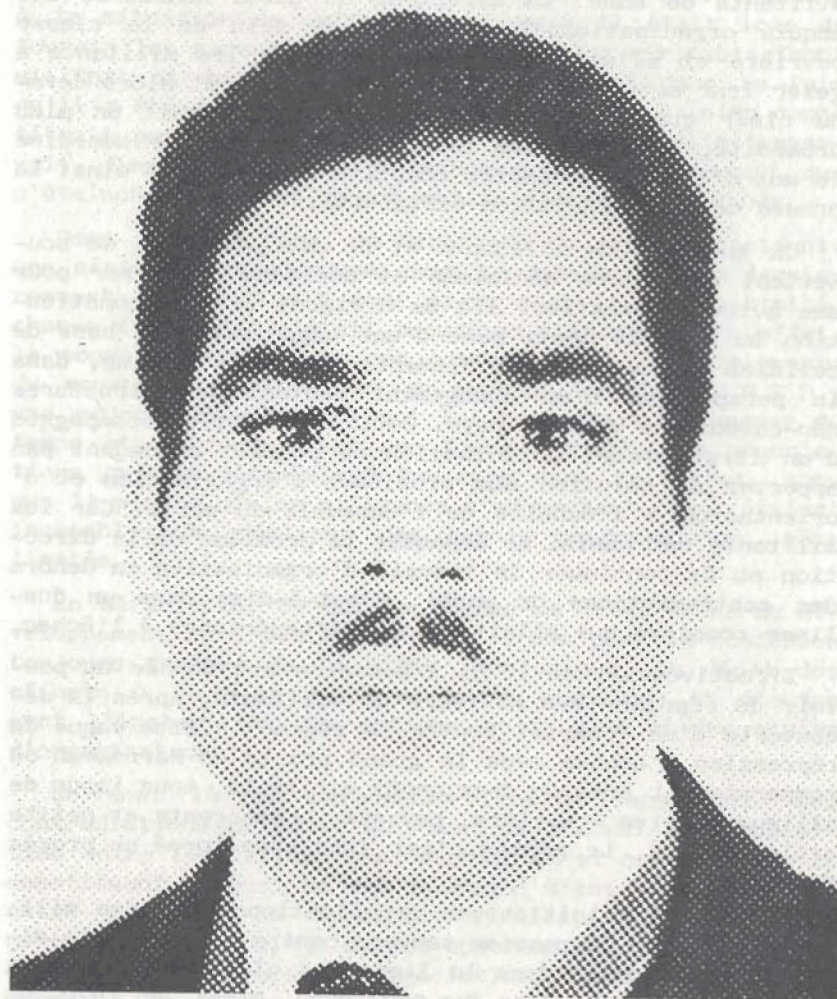
Cet acte qui donna le coup de grâce à une U.N.F.P. déjà bien moribonde, fut pour des milliers de militants une sorte de révélateur qui allait les pousser vers plus de radicalisation. Beaucoup de cadres et de militants de base prennent en effet conscience de l'urgence de forger l'instrument révolutionnaire qui leur faisait défaut.

Le mémorandum organisationnel mis au point par ces militants à la fin 1965 tire les leçons de l'expérience de

l'U.N.F.P. et d'autres expériences révolutionnaires dans le monde. Il affirme que "l'organisation partisane révolutionnaire doit s'appuyer avant tout sur les institutions économiques et sociales, son noyau étant le groupe dans l'usine ou l'établissement". Il insiste sur l'application du "centralisme démocratique qui assure en même temps dans le parti la démocratie et l'efficacité de l'action et sauvegarde son activité dans toutes les conditions normales ou exceptionnelles".

L'application de ces principes dans le sens d'une transformation qualitative de la ligne idéologique et des options stratégiques et organisationnelles du parti exigeait des militants une bataille multiforme au niveau politique contre la tentative d'amener l'U.N.F.P. à la capitulation devant le régime, mais aussi au niveau idéologique et organisationnel contre les tentatives d'handicaper l'évolution sociale dans le parti et le développement de ses moyens d'action. Les militants de base ont mené cette bataille avec énergie, sur les deux fronts, interne et externe et sont parvenus à des résultats importants, surtout au sein de la classe ouvrière, en isolant la tendance économiste et apolitique et en activant les cellules du parti dans les secteurs économiques et sociaux. Cet effort d'organisation étant d'ailleurs appuyé par un effort semblable au niveau de la formation idéologique, dans des perspectives d'orientation avancées.

Les années 1965-1967 ont ainsi constitué un début prometteur sur la voie de la transformation nécessaire de la structure de l'U.N.F.P., l'approfondissement de sa stratégie et le dépassement de son retard. Cependant ces efforts vont se heurter à des obstacles liés à la composition structurelle du parti et aux habitudes organisationnelles classiques héritées du mouvement istiglalien. Le plus important sera incontestablement la proclamation de l'union subite avec la direction de l'U.M.T. en 1967, qui a surpris tous les militants du fait qu'ils n'ont pas été consultés. Il s'agissait en somme d'un nouveau compromis négatif qui se situe dans le prolongement de celui du 2^e congrès. En rendant aux bureaucrates syndicaux leur influence au sein du parti, ce compromis allait avoir des retombées graves, puisqu'il a gelé pratiquement les organes directeurs du parti et semé la confusion parmi les



BOUCHAKOUK MOHAMED : CONDAMNÉ À MORT, EXÉCUTÉ
LE 1^{ER} NOVEMBRE 1973.

militants de base. La direction du parti abandonne les acquis organisationnels réalisés au sein de la classe ouvrière et allait même jusqu'à obliger les militants à geler leur activité au nom de l'union. Il est alors devenu clair que la paralysie de l'U.N.F.P. était un plan prémédité, d'autant plus que la direction met en sourdine le mot d'ordre d'assemblée constituante, donnant ainsi la preuve de sa capitulation définitive.

Un ensemble de militants et de dirigeants ne se soumettent pas à ces décisions et décident d'oeuvrer pour une autre alternative. Ils se dirigent vers la constitution au sein du parti même d'une organisation à base de cellules regroupant les éléments les plus résolus, dans la perspective d'un changement radical des structures néo-coloniales dans le pays. Cette initiative accompagnée d'un large effort de formation ne pouvait cependant pas apporter de solution aux problèmes d'organisation et d'orientation à l'échelle de l'ensemble du parti. Car les militants ont choisi de dépasser le problème de la direction et de continuer le travail d'organisation en dehors des contradictions du parti. C'est-à-dire dans un dualisme complexe qui allait exposer l'expérience à l'échec.

Effectivement, en 1970, l'occasion est donnée au pouvoir de réprimer des milliers de militants, après la découverte d'un "complot contre le régime". Cette vague de répression s'achève avec le grand procès de Marrakech où comparaissent près de deux cents militants, tous issus de milieux pauvres (ouvriers, paysans, commerçants et petits artisans...). Le procès s'est vite transformé en procès du régime.

En face des initiatives organisationnelles des militants et de la répression sauvage contre le parti, la direction continuait dans la ligne des alliances au sommet et des tractations dans les coulisses. Ainsi, en 1970, un "Front National" avec le Parti de l'Istiqlal est constitué dans le même esprit que l'union avec les dirigeants de l'U.M.T. en 1967, c'est-à-dire sans aucune consultation préalable de la base. Ce rassemblement au sommet était animé par des considérations purement tactiques, à l'occasion du référendum constitutionnel que les deux formations décident de boycotter. Certes, ce rassemblement a contribué à isoler momentanément le pouvoir et à

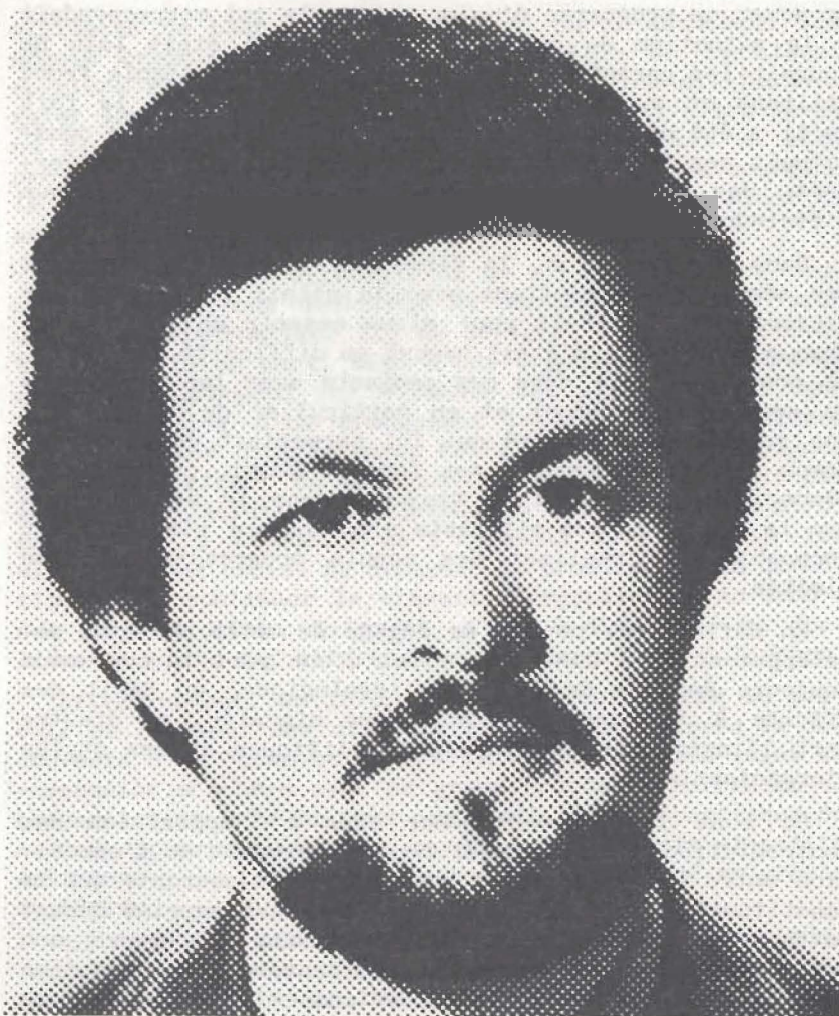
proposer un programme d'union nationale qui correspondait à la situation de cette époque, mais il était loin de fournir les garanties nécessaires pour un véritable front militant et durable. Les raisons résident dans le fait qu'il a été décidé d'en haut et que l'U.N.F.P. n'en constituait pas l'épine dorsale, vu la crise qu'elle traversait. Une telle union de circonstance ne pouvait que s'éteindre, une fois ses objectifs électoraux épuisés.

Dans le même sens, la direction du parti entretenait une série de négociations avec le palais qui, en dernier ressort les utilisait pour mieux asseoir sa légitimité, chaque fois qu'il s'était trouvé en difficulté. En effet, le pouvoir voyait dans ces contacts avec les dirigeants du mouvement national et en particulier de l'U.N.F.P., une soupape de sécurité qui lui permettait de gagner du temps et de réorganiser ses forces. Aussi, ces négociations qui se déroulaient toujours dans le secret, que le peuple ni les militants n'en sachent rien, étaient incapables de réaliser des acquis progressistes, même limités.

En définitive, ce qui se dégage de cette phase de développement de l'U.N.F.P., c'est d'une part la confusion toujours épaisse de la ligne idéologique, en dépit des efforts à la base que nous avons signalés, et d'autre part l'instabilité des options politiques et des styles d'organisation.

Ce sont là des phénomènes liés à l'apparition des contradictions du parti qui sont le produit de l'opposition entre les différentes composantes et courants qui le constituent. Chacun de ces courants s'est exprimé durant cette période. La direction syndicale à travers son orientation économiste et son opportunisme ; la direction réformiste à travers les négociations et les alliances au sommet ; la tendance radicale à travers des initiatives vite réprimées, cependant que les tentatives sérieuses de reconstruire le parti sur des bases scientifiques ont avorté.





OMAR DAHKOUN : CONDAMNÉ À MORT, EXÉCUTÉ LE 1^{ER} NOVEMBRE 1973.

L'APPROFONDISSEMENT DES CONTRADICTIONS

INTERNES DE L'U.N.F.P.

De 1965 à 1970, le Maroc a vécu sous le régime de l'Etat d'exception qui sera institutionnalisé par la constitution de 1970. Cette période est marquée par la poursuite de la tentative de briser le mouvement national (enlèvement de Ben Barka, mascarades électorales, répression de l'U.N.F.P.). Elle est marquée aussi par la poursuite de la politique d'ouverture sur l'extérieur. Les orientations du deuxième plan quinquennal 1968-1972, axées sur la priorité donnée au tourisme et aux investissements étrangers, sont le symbole de cette ouverture. Les bénéficiaires en sont les Etats-Unis et la R.F.A., avant que ne reprennent, sur les bases des accords d'association avec le Marché Commun, les relations avec la France en 1969.

Les contradictions sociales s'approfondissent. La population rurale continue d'émigrer en masse vers les villes où elle s'entasse dans les bidonvilles. Elle s'insurge aussi et parfois avec violence comme à la fin de 1970, contre l'appétit des grands propriétaires fonciers qui, peu à peu prennent la place des colons, avec la complicité d'une administration aussi despotique et corrom-

pue que du temps du protectorat. Les étudiants et les lycéens sont en état d'opposition permanente : c'est que leur avenir, dans un système économique extraverti est complètement bouché.

Sur le plan politique, l'opération constitutionnelle de 1970 n'a modifié en rien les données du problème. L'Etat d'exception continue sous une autre forme et l'isolement du pouvoir se fait de plus en plus sentir. Enfin, l'armée, bien qu'elle n'intervienne pas dans la vie politique, reste prédisposée à agir, surtout à cause de l'évolution du recrutement de ses cadres, où l'on trouve moins de notables ruraux et plus de citadins.

En juillet 1971, c'est le coup d'Etat manqué de Skhirat. Un an plus tard, l'attentat du 16 août apporte une preuve supplémentaire que l'armée échappait au roi. Le choc est rude pour la bourgeoisie qui a toujours lié la stabilité de sa position dominante à celle de la monarchie. Le choc est rude surtout pour cette dernière qui voit son principal instrument de coercition lui échapper des mains. L'alliance des forces sur lesquelles reposait le pouvoir est trop fragile pour résister à cette succession d'attaques. Il va falloir élargir l'alliance qui le soutenait et parallèlement renforcer sa légitimité par le recours à des thèmes unitaires puissants. La stratégie du pouvoir depuis 1972 sera axée sur ces deux objectifs.

Pendant cette période, les développements politiques et la dynamique interne de l'U.N.F.P. vont approfondir et clarifier ses contradictions qui éclatent alors sous plusieurs formes : l'apparition du courant "marxiste-léniniste", la rupture avec la direction de l'U.M.T., l'expérience armée de mars 1973 et pour finir la tenue d'un congrès "extraordinaire" au nom de l'U.S.F.P.

L'APPARITION DU COURANT "MARXISTE-LENINISTE".

Les origines de ce courant se trouvaient dans le parti depuis plusieurs années. Représenté par un groupe de



HOUCINE EL MANOUZI : ENLEVÉ À TUNIS EN NOVEMBRE 1972, PAR LA POLICE MAROCAINE. TOUJOURS PORTÉ DISPARU.

jeunes militants opposés à la politique et à la "tactique" de la direction du parti. Il réclamait l'éclaircissement définitif de la ligne idéologique, mais se heurtait à l'absence de structures et de méthodes permettant un débat démocratique. Face à la pratique de la direction, il choisit de s'éloigner du parti et de constituer une organisation autonome en coordination avec un autre groupe issu lui du Parti de la Libération et du Socialisme.

Ce courant n'a cependant pas pu poser une alternative juste au niveau politique et organisationnel. En effet, il était une sorte de rassemblement de tendances différentes et même divergentes, unies par la surenchère politique et les attaques systématiques contre le mouvement progressiste. Ce qui le conduisait souvent à sombrer dans l'extrémisme et dans l'isolement politique sans perspective. Il va connaître par la suite des changements dont il n'y a pas lieu de parler ici.

LA RUPTURE AVEC LA DIRECTION DE L'U.M.T.

Après la période d'immobilisme qu'a connue le parti, à la suite de la répression du pouvoir d'une part, et de l'union avec les dirigeants de l'U.M.T. d'autre part, certains cadres et militants du parti prennent des initiatives pour donner un nouveau souffle aux organisations de base. Ils déploient un effort important de réorganisation des structures dans différents secteurs. L'ensemble des militants répondent avec enthousiasme à ces initiatives et reprennent l'action, même si l'organisation du parti n'avait pas encore pris sa forme correcte.

Dans la foulée de ces initiatives, la commission administrative tient une réunion le 30 juillet 1972 (à deux semaines de la tentative de coup d'Etat du 16 août) où il fut décidé de dissoudre le bureau politique (qui n'a pu survivre jusqu'alors qu'en agissant le moins possible), d'écarter les dirigeants syndicaux de la direction du parti et d'amender la composition de la commission administrative qui prend alors toutes les prérogatives que



HASSAN EL IDRISI : CONDAMNÉ À MORT, EXÉCUTÉ
LE 1ER NOVEMBRE 1973.

lui confèrent les statuts. La direction fera au cours de cette réunion impromptue une sorte d'autocritique au sujet de l'union avec les dirigeants de l'U.M.T.

Moins de deux mois après l'échec de la tentative de coup d'Etat, le comité central de l'U.N.F.P. publie, à l'issue de sa réunion du 8 octobre, une déclaration claire et conséquente qui fera date dans l'histoire du parti. Cette déclaration lève le mot d'ordre d'une assemblée constituante afin d'élaborer "une constitution authentique et conforme aux aspirations du peuple marocain" et proclame que "seule la lutte armée peut venir à bout de la présence coloniale espagnole au Sahara.

Peu de temps après ce communiqué retentissant où le régime monarchique n'est pas ménagé, les militants auront la surprise d'assister à un revirement soudain de la direction du parti. En effet, répondant à une "lettre royale", le bureau politique de l'U.N.F.P. revient sur les positions du 8 octobre et dénature le mot d'ordre d'assemblée constituante, dont le rôle n'est plus que de "corriger la constitution en vigueur" !

Ce revirement dans la ligne politique de la direction, survenu en l'espace de quelques mois, ne pouvait s'expliquer que par l'évolution du rapport des forces entre la direction du parti et le palais, au lendemain de l'échec de l'attaque du Boeing. Avec le recul, l'éviction des dirigeants syndicaux de la direction du parti - qui répondait aux vœux des milliers de travailleurs - n'était en fait, aux yeux des éléments aventuristes au sein de la direction du parti, qu'un épisode supplémentaire dans leur quête solitaire du pouvoir..

L'EXPERIENCE DE MARS 1973.

Cette période allait connaître des actions armées dirigées contre des établissements gouvernementaux dans certaines villes et campagnes. Il est nécessaire de replacer cette expérience dans la dualité complexe qui ca-

ractérisait l'U.N.F.P., comme il paraît de peu d'intérêt d'en analyser les insuffisances techniques. L'essentiel est de cerner ses motivations idéologiques et politiques et d'en tirer les leçons pour l'avenir.

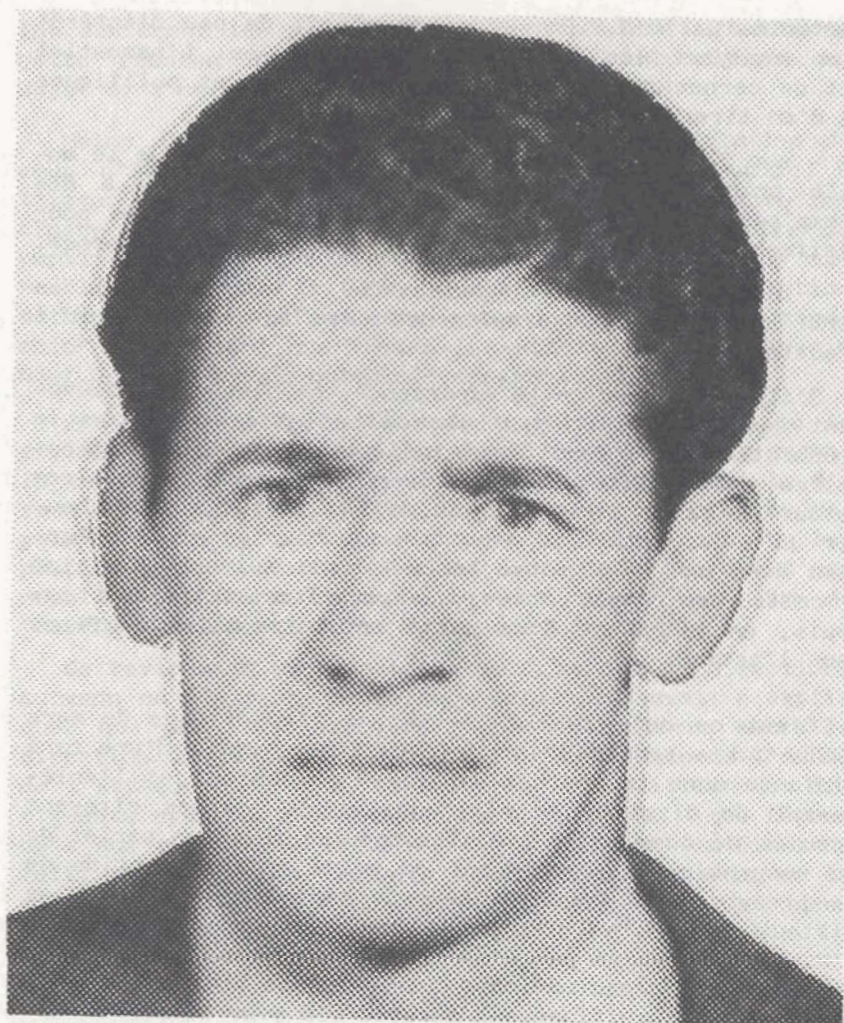
- sur le plan de l'orientation, il s'avère que le mobile principal pour la direction de l'U.N.F.P. a été d'exploiter la faiblesse et l'isolement du régime pour réaliser "le pouvoir du peuple" à travers la lutte armée.

- sur le plan de l'organisation, il se révèle que le parti devait servir simplement comme force d'appoint à l'action directe.

S'il faut juger cette expérience, on peut dire brièvement que la mise en pratique de la lutte armée sans la préparation des conditions politiques et organisationnelles susceptibles de mobiliser les masses populaires autour de cette forme avancée de la lutte, ne peut aboutir qu'à des résultats négatifs. Le courage et l'abnégation dont ont fait preuve les militants qui ont participé à cette expérience armée, ne pouvaient suffire à eux seuls, en l'absence d'un parti révolutionnaire confirmé dans l'action.

C'est ce qu'a révélé l'échec de l'expérience de mars 1973, qui a permis au pouvoir de faire montre d'une rare violence dans la répression, par l'assassinat et l'enlèvement de dizaines de militants et de simples citoyens accusés de complicité avec les maquisards. Sans parler de la suspension des activités du parti, l'interdiction de sa presse et la vague de terreur répandue dans tous les milieux populaires. Ce qui a confirmé par ailleurs que l'U.N.F.P. n'était pas à même de résister à la répression et que les organisations chargées de l'action armée, n'étaient pas suffisamment structurées pour leur auto-défense.

Mais, par delà ces aspects négatifs, l'expérience de mars 1973 comportait un côté positif, dans la mesure où elle a contribué à éclaircir les contradictions internes du parti et à faire apparaître toute sa direction sous son vrai visage : une direction putschiste et aventuriste qui n'hésite pas à sacrifier des dizaines de militants dans une bataille incertaine..



BRAHIM LACHGAR : ENLEVÉ EN LIBYE EN 1974, PAR
LA POLICE MAROCAINE, TOUJOURS
PORTÉ DISPARU.

Cette tragique expérience a surtout mis en évidence la nécessité de s'employer à la construction de l'organisation révolutionnaire, avec des perspectives idéologiques claires et une stratégie de lutte appropriée.

LE "CONGRES EXTRAORDINAIRE".

Les éléments réformistes profitent de la désorganisation du parti durement atteint par la répression depuis les événements de mars, pour adopter une nouvelle orientation qui inquiète les militants à deux titres : elle est en contradiction totale avec la ligne suivie jusqu' alors par l'U.N.F.P. et pour laquelle des centaines de militants ont connu la mort, la prison ou l'exil ; elle prône la collaboration avec la réaction, sous couvert de "processus démocratique" et "d'unanimité nationale" autour de la question du Sahara. Fait significatif, le jour même où les dirigeants réformistes sont reçus au palais, sept militants du parti, condamnés à mort en 1973, sont exécutés.

La nouvelle orientation qui est une négation pure et simple des acquis de l'U.N.F.P., est consacrée par un "congrès extraordinaire" réuni en toute hâte par les dirigeants réformistes en 1975. Pour imposer leur politique ils n'hésiteront pas à écarter d'emblée les éléments qui leur sont hostiles. Ce qui donne au congrès un caractère de rassemblement non représentatif de la base du parti, dont de nombreux cadres et militants sont soit en prison, soit exilés à l'étranger.

A l'issue de ce rassemblement, le nom du parti est officiellement changé et devient Union Socialiste des Forces Populaires (U.S.F.P.). Ce changement de nom n'était nullement formel : il consacrait la rupture définitive avec le passé et ouvrait une nouvelle ère de compromission et de collaboration avec le pouvoir.

Cette troisième phase dans le développement historique de l'U.N.F.P. a été marquée, comme on vient de le voir par l'approfondissement des contradictions internes du parti, latentes depuis sa création. Tout d'abord, les éléments économistes sont évincés, ce qui consacre la rupture de l'U.N.F.P. avec l'U.M.T. Le courant de la résistance et de l'armée de libération trouvera son expression concrète dans l'expérience armée de mars 1973, ce qui fait éclater le dualisme qui caractérisait la direction du parti. Le champ reste alors ouvert devant les "cadres politiques" qui imposeront leur orientation réformiste à travers le "congrès extraordinaire".



LE COURANT REVOLUTIONNAIRE

ET L'APPROFONDISSEMENT DES ACQUIS DE

L'UNION NATIONALE DES FORCES POPULAIRES.

A la suite du "congrès extraordinaire" de l'U.S.F.P., les militants opposés à l'orientation réformiste organisent la riposte. Leur lutte se déroule à l'intérieur de l'U.S.F.P., mais aussi à l'extérieur.

A L'INTERIEUR DE L'U.S.F.P.

La déviation des dirigeants réformistes du parti, pousse les militants à affirmer leur attachement aux acquis de l'U.N.F.P. et leur volonté de les approfondir. La référence aux positions historiques du parti est constante. Le rapport de Mehdi Ben Barka est souvent cité pour contrecarrer l'orientation réformiste. Les militants se battent à tous les niveaux. Ils réfutent les mots d'ordre levés par la direction du parti et notamment le "processus démocratique" et "l'unanimité nationale". Ils dénoncent à ce propos le leurre réformiste de "démocratiser la monarchie" et ils appellent à une lutte consécutive contre la réaction. Ils seront d'ailleurs les principaux à en payer le prix, que ce soit avant ou après les événements de juin 1981.



MOHA NAIT BERRI : CONDAMNÉ À MORT, EXÉCUTÉ LE
1ER NOVEMBRE 1973.

D'autre part, les thèses du "congrès extraordinaire" fournissent matière à affrontement avec les tenants du réformisme. Au coeur du débat, souvent violent, se trouvent les conceptions du socialisme scientifique et de l'organisation révolutionnaire, totalement dénaturées par les promoteurs de la nouvelle orientation. Le problème des relations extérieures et des alliances du parti au niveau international est souvent posé dans toute sa dimension et met à nu les choix "sociaux-démocrates" de la direction. Nous sommes bien loin de la pratique de Mehdi Ben Barka et de son rôle au sein du mouvement anti-impérialiste mondial !

Ce courant de base renforce ses positions au sein de l'U.S.F.P. et réussit à s'imposer au dernier congrès, en décembre 1978, en tant que force avancée, aux choix politiques et idéologiques clairement définis, offrant à la base populaire du parti l'alternative concrète face aux errements de la direction vieillie et à bout de souffle, faute d'avoir réussi à s'emparer du pouvoir, malgré plusieurs tentatives.

A L'EXTERIEUR DE L'U.S.F.P.

Dès le "congrès extraordinaire", des militants en exil font paraître un journal en langue arabe dont le titre (option révolutionnaire) s'inspire directement des écrits de Mehdi Ben Barka. Ce journal et les militants qu'il rassemble de plus en plus autour de lui, contribuera au fil des années à défendre et renforcer le courant de base démunie de moyens d'expression propres. Par son apport politique, idéologique et historique, par son impact et son audience au niveau national, arabe et international, ce journal et le mouvement politique qui s'est structuré autour de lui (Mouvement Option Révolutionnaire), ont joué et jouent toujours un rôle important dans la lutte contre le régime monarchiste, la réaction et le réformisme, et pour l'émergence d'un mouvement progressiste marocain fort et doté de l'instrument révolutionnaire qui lui fait toujours défaut.



MOHAMED SAFINI : ARRÊTÉ SECRÈTEMENT À RABAT EN 1975. TOUJOURS PORTÉ DISPARU.

CONCLUSION.

La coexistence conflictuelle de composantes hétérogènes au sein de l'U.N.F.P. s'est traduite par des tendances plus ou moins structurées :

- la tendance économiste consacrée par la direction de l'U.M.T. qui a toujours cherché à placer la classe ouvrière en dehors du combat politique.
- la tendance nationaliste radicale représentée par le mouvement de la résistance et de libération, favorable au changement des structures existantes, sans jamais y parvenir faute d'option idéologique bien définie.
- la tendance pragmatique liée aux "cadres politiques" qui pratique l'empirisme sans idéologie précise, autre que la course effrénée au pouvoir.
- la tendance idéologiquement avancée qui s'est efforcée de traduire l'aspiration des militants à transformer leur parti en véritable organisation révolutionnaire.

Toutefois, ces tendances n'ont pas évolué séparément. L'alliance, voire l'intégration de la tendance nationaliste radicale et la tendance idéologiquement avancée a été l'élément moteur dans tous les développements posi-

tifs connus par l'U.N.F.P. En revanche, la tendance économiste a continuellement gardé une certaine autonomie en même temps qu'elle oeuvrait, non sans succès parfois, pour imposer son orientation au niveau de la direction, jusqu'à ce qu'elle se dote de sa propre organisation politique, le parti de Abdallah Ibrahim.

Quant à la tendance pragmatique, elle a réussi à s'imposer aux instances dirigeantes du parti et leur imprimer sa pratique fluctuante, passant des positions extrémistes à la modération, de la négociation à la lutte radicale, de l'union avec la bureaucratie syndicale à la rupture avec elle, etc... à partir d'une seule et unique considération : la quête du pouvoir.

La confusion de la ligne idéologique de l'U.N.F.P. a conduit à l'absence d'une stratégie claire et globale. Ceci a ouvert le champ au pragmatisme au niveau de la direction. C'est ce phénomène que Mehdi Ben Barka dénonçait en écrivant :

"Il est évident que lorsqu'on se cantonne dans la pure tactique, sans aucune ouverture stratégique, ou bien on se fait voler sa propre politique, ou bien on paraît sous un jour opportuniste". (Option révolutionnaire au Maroc).

A vrai dire, il s'avère même difficile de parler de tactique en dehors d'une stratégie clairement définie. Il s'agit au maximum de quelques initiatives radicales à court terme, allant toujours de pair avec l'ouverture à l'égard du palais ou d'autres forces politiques (l'union avec la direction de l'U.M.T. en 1967, l'union avec le parti de l'Istiqlal en 1970..).

Les résultats de ces tactiques allaient toujours à l'encontre de ce qui était projeté. Les négociations avec



TAGHJIJTE LAHCEN : CONDAMNÉ À MORT, EXÉCUTÉ LE
1ER NOVEMBRE 1973.

le palais ne profitaient qu'à ce dernier. La pratique des alliances se traduisait souvent par un rendement négatif au niveau des organisations de masse considérées par la direction comme de simples moyens de pression.

Quant aux formes organisationnelles du parti, elles étaient largement une conséquence pratique des options idéologiques. Née d'un courant de masse, l'U.N.F.P. était fondée sur le principe de décentralisation et des grands rassemblements. Cependant, le développement de ses contradictions internes lui a imprimé une diversité organisationnelle. Ainsi, l'U.N.F.P. a contenu durant certaines périodes l'ensemble de la centrale syndicale (U.M.T.) en tant que corps organisationnel indépendant, mais théoriquement intégré au parti.

En ce qui concerne la tendance nationaliste radicale, en liaison avec les militants idéologiquement avancés, elle a traduit ses options au niveau des formes organisationnelles, tantôt par des efforts sérieux en vue de restructurer le parti sur la base du centralisme démocratique, tantôt par le renforcement des structures parallèles qui vivaient au sein de l'U.N.F.P. dans un dualisme complexe. Enfin, le courant pragmatique s'est toujours efforcé de maintenir le parti dans ses formes diluées pour s'en servir comme moyen de pression.

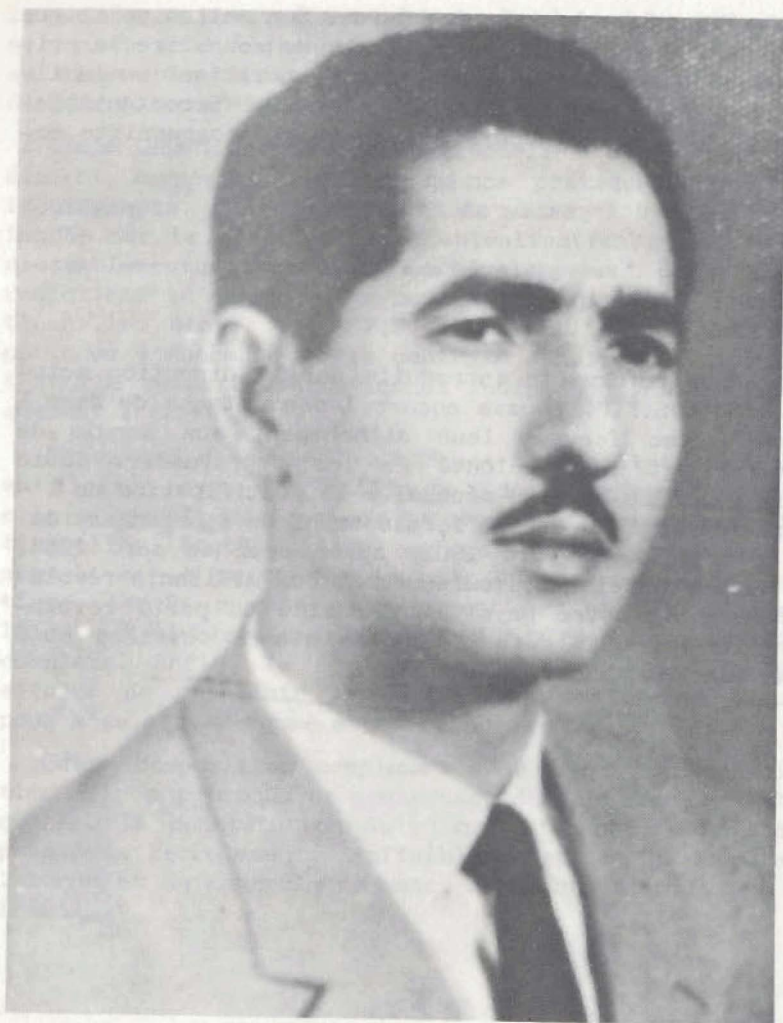
Cette composition complexe de la structure organisationnelle a provoqué de nombreuses déviations, parmi lesquelles la constitution de clans, l'absence de critères précis de recrutement, l'affaiblissement de la démocratie interne et du contrôle de base, ainsi que l'influence des leaders.

Il n'en reste pas moins que l'U.N.F.P. a joué un rôle éminent sur la scène politique marocaine et à l'échelle du mouvement anti-impérialiste mondial, en contribuant à élever le niveau de conscience politique chez les masses populaires et en mettant à découvert la nature anti-démo-

cratique et néo-coloniale du régime. Son action politique a valu à des centaines de militants de connaître la prison, l'exil quand ce n'est pas la "disparition" ou la liquidation physique. Ce parti a constitué incontestablement la colonne vertébrale du mouvement progressiste marocain.

La ligne réformiste introduite par la direction actuelle de l'U.S.F.P. pousse encore les militants de base à affirmer avec ferveur leur attachement aux acquis de l'U.N.F.P. et leur volonté de les approfondir. Cette tâche de longue haleine nécessite la rectification de l'option idéologique et l'affermissement de l'organisation. Les événements de juin 1981, après ceux de mars 1965, sont venus rappeler douloureusement aux militants révolutionnaires de notre pays la nécessité du parti révolutionnaire qui fait défaut à notre classe ouvrière et à l'ensemble des masses déshéritées.

★



BRAHIM TIZNITI : TUÉ DANS L'ATLAS EN MARS 1973.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	5
LES ACCORDS D'AIX-LES-BAINS ET LES CONTRADICTIONS DU MOUVEMENT NATIONAL.....	9
LA NAISSANCE DE L'U.N.F.P. ET LES LUTTES DES PREMIERES ANNEES DE L'INDEPENDANCE.....	17
- la participation de l'U.N.F.P. au gouvernement.....	19
- le repli de l'U.M.T.....	21
L'APPARITION DES CONTRADICTIONS INTERNES DE L'U.N.F.P.....	25
- l'expérience électorale.....	26
L'APPROFONDISSEMENT DES CONTRADICTIONS INTERNES DE L'U.N.F.P....	35
- l'apparition du courant "marxiste-leniniste".....	36
- la rupture avec la direction de l'U.M.T.....	38
- l'expérience de mars 1973.....	40
- le "congrès extraordinaire".....	43
LE COURANT REVOLUTIONNAIRE ET L'APPROFONDISSEMENT DES ACQUIS DE L'U.N.F.P.....	45
- à l'intérieur de l'U.S.F.P.....	45
- à l'extérieur de l'U.S.F.P.....	47
CONCLUSION.....	49